

# Rapport financier 2018

## Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Reina Goulet, atteste la véracité du rapport financier  
de Saint-Alphonse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2019-02-27

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Municipalité de Saint-Alphonse

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Municipalité de Saint-Alphonse (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 17, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no. A113171

New Richmond

DATE 2019-02-27

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	588 342	591 762	592 398
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 915	12 592	11 981
Quotes-parts	3			
Transferts	4	215 506	343 203	233 887
Services rendus	5	2 155 354	2 267 422	2 321 780
Imposition de droits	6	3 960	8 862	15 017
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	6 900	45 647	41 162
Autres revenus	10	95 816	117 306	109 801
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	<b>3 077 793</b>	<b>3 386 794</b>	<b>3 326 026</b>
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	215 467	209 614	228 062
Sécurité publique	15	59 985	85 141	82 145
Transport	16	304 206	501 447	439 369
Hygiène du milieu	17	1 458 852	2 058 863	1 995 332
Santé et bien-être	18	12 150	11 182	13 215
Aménagement, urbanisme et développement	19	35 950	38 931	31 309
Loisirs et culture	20	155 601	172 945	185 731
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	258 210	199 235	203 462
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	<b>2 500 421</b>	<b>3 277 358</b>	<b>3 178 625</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	<b>577 372</b>	<b>109 436</b>	<b>147 401</b>
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 452 531	6 305 130
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		6 452 531	6 305 130
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		<b>6 561 967</b>	<b>6 452 531</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**



**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	266 727	743 269
Débiteurs (note 5)	2	698 194	428 283
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 039 368	926 918
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>2 004 289</b>	<b>2 098 470</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 787 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 871 925	1 580 250
Revenus reportés (note 12)	12	48 943	30 730
Dette à long terme (note 13)	13	5 550 648	6 308 176
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>9 258 516</b>	<b>7 919 156</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(7 254 227)</b>	<b>(5 820 686)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	13 787 128	12 251 430
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	29 066	21 787
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	<b>13 816 194</b>	<b>12 273 217</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>6 561 967</b>	<b>6 452 531</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	577 372	109 436	147 401
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 2 107 486 )	( 101 303 )
Produit de cession	3			13 601
Amortissement	4		571 788	586 616
(Gain) perte sur cession	5			(3 321)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(1 535 698)	495 593
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(7 279)	5 114
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		(7 279)	5 114
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	577 372	(1 433 541)	648 108
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 820 686)	(6 468 794)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 820 686)	(6 468 794)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(7 254 227)	(5 820 686)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	109 436	147 401
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	571 788	586 616
Autres			
- Gain sur cession d'immos	3		(3 321)
-	4		
	5	681 224	730 696
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(269 911)	119 982
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	291 675	286 472
Revenus reportés	9	18 213	(3 039)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(7 279)	5 114
Autres actifs non financiers	13		
	14	713 922	1 139 225
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 2 107 486 )	( 101 303 )
Produit de cession	16		13 601
	17	(2 107 486)	(87 702)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 112 450 )	( 156 749 )
Cession	21		
	22	(112 450)	(156 749)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23		635 700
Remboursement de la dette à long terme	24	( 713 200 )	( 807 500 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 787 000	(500 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(44 328)	23 473
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 029 472	(648 327)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(476 542)	246 447
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	743 269	496 822
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	743 269	496 822
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	266 727	743 269

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17.

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable d'un organisme municipal comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Même si l'organisme municipal et ses organismes contrôlés sont des entités juridiques ou organisationnelles distinctes, ils forment ensemble une seule entité économique à des fins de présentation de l'information financière.

Il n'y a aucun organisme contrôlé par la municipalité de Saint-Alphonse qui doit être inclus dans le rapport financier.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### *Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

##### a) Actifs financiers

###### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

*Placements*

Les placements temporaires et les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme à des fins de trésorerie.

Les placements de portefeuille sont constitués d'encaisse et d'obligations pour la fermeture du site d'enfouissement.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations*

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5% à 5%

Bâtiments : 2,5%

Améliorations locatives : 6,67%

Véhicules : de 5% à 10%

Ameublement et équipement de bureau : de 10% à 20%

Machinerie, outillage et équipement : de 5% à 10%

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### D) Passifs

#### *Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

#### *Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement*

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

#### *Passif au titre des sites contaminés*

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

### E) Revenus

#### *Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesure d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Frais d'assainissement des sites contaminés :
  - Passif constaté au 31 décembre 2018 = 336 782 \$.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

### H) Instruments financiers

S.O.

### I) Autres éléments

S.O.

## 3. Modification de méthodes comptables

### Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

états financiers de la municipalité.

**Apparentés**

Le 1er janvier 2018, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 85 862	142 629
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
- Placements temporaires	4 180 865	600 640
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 266 727</b>	<b>743 269</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 52 195	72 246
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 325 623	64 083
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	
Organismes municipaux	15 232 873	236 619
Autres		
- Autres tiers	16 87 477	55 018
- Intérêts à recevoir	17 26	317
	18 698 194	428 283
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 161	
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 039 368	926 918
	32	1 039 368	926 918
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 039 368	926 918
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Les placements de portefeuille sont composés d'encaisse et d'obligations portant intérêt à des taux variant de 1,70 % à 4,25 % et échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2024.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	17 213	18 639
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	17 213	18 639

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit bancaire de 800 000 \$ au taux préférentiel (3,95 %) et d'une marge de crédit bancaire de 100 000 \$ au taux préférentiel plus 1 % (4,95 %) renouvelables annuellement.

La municipalité bénéficie aussi d'un emprunt temporaire autorisé d'un montant total de 2 460 405 \$ et d'un emprunt temporaire autorisé d'un montant total de 956 537 \$ portant tous les deux intérêt au taux de 4,2 % et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la municipalité.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	285 476	159 245
Salaires et avantages sociaux	48	37 004	34 035
Dépôts et retenues de garantie	49	130 864	
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	1 039 368	926 918
Assainissement des sites contaminés	52	336 782	424 000
Autres			
- Intérêts courus	53	42 431	36 052
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 871 925	1 580 250

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	33 219	26 792
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	4 799	3 938
- Contributions d'organismes	69	10 925	
-	70		
-	71		
	72	48 943	30 730

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					2018	2017
<b>13. Dette à long terme</b>						
	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,63	4,30	2019	2023	73	5 620 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
Autres dettes à long terme					76	
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	5 620 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 69 852 ) ( 25 524 )
					83	5 550 648
						6 333 700

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2018</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2019	84	92	873 500	100	109	117	873 500
2020	85	93	769 200	101	110	118	769 200
2021	86	94	600 900	102	111	119	600 900
2022	87	95	451 500	103	112	120	451 500
2023	88	96	2 925 400	104	113	121	2 925 400
2024 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	5 620 500	106	115	123	5 620 500
Intérêts et frais accessoires				107 (		124 (	
	91	99	5 620 500	108	116	125	5 620 500

**Note**

	2018	2017
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(7 254 227)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	(
Autres	128 (	(
	129	(7 254 227)
		(5 820 686)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	869 832	158		185		212	869 832
Eaux usées	131	1 082 974	159		186		213	1 082 974
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	2 085 549	160		187		214	2 085 549
Autres	133	10 059 229	161		188		215	10 059 229
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 832 088	163	9 445	190		217	1 841 533
Améliorations locatives	136	133 480	164		191		218	133 480
Véhicules	137	1 609 244	165		192		219	1 609 244
Ameublement et équipement de bureau	138	128 598	166	913	193		220	129 511
Machinerie, outillage et équipement divers	139	373 461	167	5 206	194		221	378 667
Terrains	140	52 653	168		195		222	52 653
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>18 227 108</u>	170	<u>15 564</u>	197		224	<u>18 242 672</u>
Immobilisations en cours	143		171	2 091 922	198		225	2 091 922
	144	<u>18 227 108</u>	172	<u>2 107 486</u>	199		226	<u>20 334 594</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	375 827	173	21 746	200		227	397 573
Eaux usées	146	351 963	174	27 075	201		228	379 038
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	918 832	175	88 785	202		229	1 007 617
Autres	148	2 296 376	176	247 547	203		230	2 543 923
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	617 904	178	46 855	205		232	664 759
Améliorations locatives	151	30 033	179	3 337	206		233	33 370
Véhicules	152	1 020 139	180	105 728	207		234	1 125 867
Ameublement et équipement de bureau	153	102 273	181	9 808	208		235	112 081
Machinerie, outillage et équipement divers	154	262 331	182	20 907	209		236	283 238
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>5 975 678</u>	184	<u>571 788</u>	211		238	<u>6 547 466</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>12 251 430</u>					239	<u>13 787 128</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<hr/>		
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	<hr/>	
	253	
	<hr/>	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
	<hr/>	
<b>Note</b>		
<hr/>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
-	256	
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	<hr/>	
	261	
	<hr/>	
<b>Note</b>		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée à verser un montant total de 13 842 \$ à la MRC de Bonaventure pour les services d'un inspecteur en bâtiment pour 2019.

La municipalité s'est aussi engagée, en vertu d'un contrat pour l'enlèvement des ordures, à verser la somme totale de 14 356 \$ au cours du prochain exercice.

La municipalité s'est aussi engagée à recevoir et à éliminer les matières résiduelles de 23 municipalités avoisinantes. L'entente est d'une durée de 25 ans échéant en 2031.

L'Office municipal d'habitation de Saint-Alphonse, la municipalité de Saint-Alphonse et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

La municipalité s'est aussi engagée, en vertu d'un contrat pour la location d'un photocopieur échéant en 2020, à verser la somme totale de 3 048 \$. Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices s'élèvent à 1 524 \$ en 2019 et en 2020.

**19. Droits contractuels**

S.O.

**20. Passifs éventuels****a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

La municipalité de Saint-Alphonse a adhéré à la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie a pour mission d'accroître les retombées de l'exploitation de la ressource éolienne. La Régie investie au nom des MRC de la région dans des parcs éoliens. Les profits nets sont redistribués aux MRC en fonction des richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Advenant le cas que les revenus de la Régie ne soient pas suffisants pour pourvoir aux dépenses, il sera exigé annuellement, de chaque MRC membres de la Régie, une contribution calculée selon les richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Dans l'éventualité où il y aurait une contribution à payer, la municipalité comptabilisera cette contribution dans les dépenses de fonctionnement de l'exercice.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**24. Instruments financiers****Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers**

La municipalité est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que la municipalité utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

**Risques financiers**

Les principaux risques financiers auxquels la municipalité est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

*Risque de crédit*

La municipalité est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. La municipalité a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les taxes municipales à recevoir, les paiements de transfert à recevoir et les autres comptes à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour la municipalité.

Le solde des taxes municipales à recevoir, des paiements de transfert à recevoir et des autres comptes à recevoir est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la municipalité aux créances douteuses n'est pas importante.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des actifs financiers de la municipalité exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la municipalité est exposée. La valeur comptable des actifs financiers de la municipalité est de 2 004 289 \$ (2 098 470 \$ au 31 décembre 2017).

La direction de la municipalité estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est bonne à la date des états financiers.

Aucun actif financier de la municipalité n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2018 et 2017 et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

*Risque de marché*

Les instruments financiers de la municipalité l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

- Risque de taux d'intérêt :

La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les dettes à long terme et certaines emprunts bancaires portent intérêt à taux fixe et exposent donc la municipalité au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Certains emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la municipalité à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2017) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent lié aux activités de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets de l'exercice de la municipalité.

*Risque de liquidité*

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 décembre 2018, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) de la municipalité totalise 9 258 516 \$ (7 919 156 \$ au 31 décembre 2017).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**25 Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement**

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 60 ans;
- Capacité restante estimative : 1 205 227 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 1 039 368 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 138 626 \$. Au 31 décembre 2018, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 1 039 368 \$, de sorte qu'un solde de 6 099 258 \$ reste à constater.

---

**26 Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2018, un montant de 336 782 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	588 342	591 762			591 762	592 398
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 915	12 592			12 592	11 981
Quotes-parts	3						
Transferts	4	215 506	333 758			333 758	233 887
Services rendus	5	2 155 354	2 267 422			2 267 422	2 321 780
Imposition de droits	6	3 960	8 862			8 862	15 017
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	6 900	45 647			45 647	41 162
Autres revenus	10	95 816	112 100			112 100	98 689
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 077 793	3 372 143			3 372 143	3 314 914
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		9 445			9 445	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		5 206			5 206	11 112
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		14 651			14 651	11 112
	21	3 077 793	3 386 794			3 386 794	3 326 026
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	215 467	202 062	7 552		209 614	228 062
Sécurité publique	23	59 985	65 605	19 536		85 141	82 145
Transport	24	304 206	398 461	102 986		501 447	439 369
Hygiène du milieu	25	1 458 852	1 636 992	421 871		2 058 863	1 995 332
Santé et bien-être	26	12 150	11 182			11 182	13 215
Aménagement, urbanisme et développement	27	35 950	38 931			38 931	31 309
Loisirs et culture	28	155 601	153 102	19 843		172 945	185 731
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	258 210	199 235			199 235	203 462
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		571 788	( 571 788 )			
	33	2 500 421	3 277 358			3 277 358	3 178 625
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	577 372	109 436			109 436	147 401

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	577 372	109 436	147 401
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 14 651 ) (	( 11 112 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	577 372	94 785	136 289
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4		571 788	586 616
Produit de cession	5			13 601
(Gain) perte sur cession	6			(3 321)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		571 788	596 896
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			34
Remboursement de la dette à long terme	17 (	712 900 ) (	713 200 ) (	807 500 )
	18	(712 900)	(713 200)	(807 466)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	185 864 ) (	67 255 ) (	90 191 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	321 392	321 392	342 070
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		269 720	239 004
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	135 528	523 857	490 883
	26	(577 372)	382 445	280 313
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		477 230	416 602

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	14 651	11 112
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( )	( )
Sécurité publique	3	14 651	11 112
Transport	4	820 590	4 273
Hygiène du milieu	5	1 272 245	85 918
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	( )	( )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	2 107 486	101 303
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	67 255	90 191
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	67 255	90 191
	19	(2 040 231)	(11 112)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(2 025 580)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	630 477	632 720	644 471
<b>Charges sociales</b>	2	153 851	132 400	145 400
<b>Biens et services</b>	3	920 381	943 294	747 720
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	258 210	199 235	203 462
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	27 262	18 230	36 142
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14		571 788	586 616
<b>Autres</b>				
- Provision post fermeture (LET)	15	102 851	112 450	156 748
- Redevances MDDEP (LET)	16	407 389	419 241	446 066
- Provision fermeture (LET)	17		248 000	212 000
	18	2 500 421	3 277 358	3 178 625

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**





**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

**Excédent (déficit) de l'exercice**

17

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 (                    ) (                    )
	22
Autres	23
	24

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire**

32

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 92 000	92 000
Excédent de fonctionnement affecté	2 995 382	839 544
Réserves financières et fonds réservés	3	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 1 122 963 ) (	1 085 743 )
Financement des investissements en cours	5 (2 025 580)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 8 623 128	6 606 730
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 6 561 967	6 452 531
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 92 000	92 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	
	11 92 000	92 000
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Administration municipale		
- Réserve fonds routier	12 201 418	146 749
- Réserve fonds environnemental	13 100 000	75 000
- Affect. exercice suivant LET	14 663 964	602 795
- Affect. exercice suivant MUNIC	15 30 000	15 000
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 995 382	839 544
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 995 382	839 544
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47	
	48	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	( )
	54 ( ) ( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( 335 218 ) ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( 336 782 ) ( )	424 000 )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	( )
Autres		
-	58 ( ) ( )	( )
-	59 ( ) ( )	( )
	60 ( 672 000 ) ( )	424 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( ) ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	( )
Autres		
-	66 ( ) ( )	( )
-	67 ( ) ( )	( )
	68 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( 5 537 ) ( )	(27 257 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	( )
Autres		
-	72 ( ) ( )	( )
-	73 ( ) ( )	( )
	74 ( 5 537 ) ( )	(27 257 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 (456 500)	(689 000)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 (456 500)	(689 000)
	81 ( 1 122 963 ) ( )	1 085 743 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ( 2 025 580 ) ( )	
	84 (2 025 580)	
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 13 787 128	12 251 430
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 13 787 128	12 251 430
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 13 787 128	12 251 430
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 5 550 648 ) ( 6 308 176 )	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 69 852 ) ( 25 524 )	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 456 500	689 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 5 164 000 ) ( 5 644 700 )	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) ( )	
	100 ( 5 164 000 ) ( 5 644 700 )	
	101 8 623 128	6 606 730

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018		2017
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2018	2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés permanents de la municipalité participent à un REER collectif. La municipalité verse le même montant que l'employé jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut.

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	114 17 213	18 639

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

**Description du régime**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	432 308	432 184	433 229
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	432 308	432 184	433 229
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	66 600	66 600	66 380
Égout	11	43 920	43 920	43 744
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	45 514	45 368	45 398
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 690	3 647
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	156 034	159 578	159 169
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	24			
	25			
	26	156 034	159 578	159 169
	27	588 342	591 762	592 398

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	2 214	2 214
	32	2 214	2 214
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	8 500	9 176
	36	8 500	9 176
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	10 714	11 390
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	42	520	520
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	681	681
Taxes d'affaires	44		
	45	1 201	1 202
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	11 915	12 592
		11 981	11 981

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	76 868	157 063
Enlèvement de la neige	59		95 541
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	30 610	
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	3 076	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87	2 520	3 125
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	76 868	193 269
		98 666	98 666

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94	9 445	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	9 445	



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	132 638	132 644	127 081
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	6 000	7 845	8 140
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	138 638	140 489	135 221
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141	215 506	343 203	233 887

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161	1 925 980	1 909 990
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	1 925 980	1 909 990
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	1 925 980	1 909 990
		1 909 990	1 939 839

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	786	5 970
	187	786	5 970
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	1 824	2 399
	192	1 824	2 399
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193	9 765	
Enlèvement de la neige	194	29 018	17 902
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	38 783	17 902
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	306 410	344 452
	212	306 410	344 452
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	9 629	11 218
	225	9 629	11 218
Réseau d'électricité	226		
	227	357 432	381 941
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>228</b>	<b>2 267 422</b>	<b>2 321 780</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	229 1 460	2 130	1 805
Droits de mutation immobilière	230 2 500	6 732	6 178
Droits sur les carrières et sablières	231		7 034
Autres	232		
	233 3 960	8 862	15 017
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	234		
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	235		
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	236 6 900	45 647	41 162
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		3 321
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242 18 000	31 893	28 235
Autres contributions	243		
Redevances réglementaires	244		
Autres	245 77 816	85 413	78 245
	246 95 816	117 306	109 801
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	47 905	45 208		45 208	45 563
Greffe et application de la loi	2	5 880				7 278
Gestion financière et administrative	3	120 590	117 445	7 552	124 997	128 075
Évaluation	4	18 740	9 375		9 375	27 628
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Autres	6	22 352	30 034		30 034	19 518
-	7					
	8	215 467	202 062	7 552	209 614	228 062
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	29 600	34 813		34 813	33 155
Sécurité incendie	10	28 305	29 003	19 536	48 539	47 115
Sécurité civile	11	2 080	1 789		1 789	1 875
Autres	12					
	13	59 985	65 605	19 536	85 141	82 145
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	167 842	223 517	90 708	314 225	272 372
Enlèvement de la neige	15	125 842	164 165	12 278	176 443	157 195
Éclairage des rues	16	9 400	9 657		9 657	8 979
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 122	1 122		1 122	823
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	304 206	398 461	102 986	501 447	439 369

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	46 025	46 050	24 183	70 233	76 359	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	31 642	54 904		54 904	23 710	
Traitement des eaux usées	25	21 900	21 373	27 893	49 266	38 427	
Réseaux d'égout	26	2 700	701		701	1 046	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	11 700	11 700		11 700	11 700	
Élimination	28	1 329 285	1 485 878	369 795	1 855 673	1 828 720	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	9 224	10 010		10 010	9 089	
Tri et conditionnement	30	6 376	6 376		6 376	6 281	
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	1 458 852	1 636 992	421 871	2 058 863	1 995 332	
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	5 000	8 106		8 106	7 237	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	7 150	3 076		3 076	5 978	
	44	12 150	11 182		11 182	13 215	
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	13 490	13 416		13 416	11 819	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 810	1 807		1 807	1 698	
Tourisme	49	750	455		455	452	
Autres	50	19 900	23 253		23 253	17 340	
Autres	51						
	52	35 950	38 931		38 931	31 309	

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	95 536	93 756	8 850	102 606	101 470
Patinoires intérieures et extérieures	54	12 325	10 123	1 367	11 490	12 607
Piscines, plages et ports de plaisance	55	17 175	5 413		5 413	17 659
Parcs et terrains de jeux	56	12 410	17 310	1 096	18 406	12 743
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		10 765	3	10 768	17 561
	60	137 446	137 367	11 316	148 683	162 040
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	8 550	6 105	1 789	7 894	7 965
Bibliothèques	62	9 605	9 630	6 738	16 368	15 726
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	18 155	15 735	8 527	24 262	23 691
	67	155 601	153 102	19 843	172 945	185 731
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	167 210	172 324		172 324	175 100
Autres frais	70	91 000	26 911		26 911	28 362
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	258 210	199 235		199 235	203 462
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
75			571 788	( 571 788 )		

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale



**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
<b>Questionnaire</b>	<b>12</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	1 271 332	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	820 590	69 975
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	9 445	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		4 273
Ameublement et équipement de bureau	18	913	11 240
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 206	15 815
Terrains	20		
Autres	21		
	22	2 107 486	101 303

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	2 101 367	69 975
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	6 119	31 328
	34	2 107 486	101 303

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	128 391		27 167	101 224
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 205 309		686 033	5 519 276
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 333 700		713 200	5 620 500
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	6 333 700		713 200	5 620 500
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	6 333 700		713 200	5 620 500

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	5 620 500
---------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	2 025 580
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Portion dette autres mun (LET)	13	6 049 654
----------------------------------	----	-----------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 596 426
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	1 596 426
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	1 596 426
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	1 596 426
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	18 600	9 267	27 524
Autres	3	2 852	2 852	2 723
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 100	3 404	3 297
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	900	900	900
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 810	1 807	1 698
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	27 262	18 230	36 142

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	2 107 486	101 303
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	2 107 486	101 303

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	40,00	6 240,00	131 256	35 016	166 272
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,00	32,00	3 328,00	54 881	14 936	69 817
Cols bleus	4	10,00	40,00	20 800,00	407 373	80 631	488 004
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	15,00		30 368,00	593 510	130 583	724 093
Élus	9	7,00			39 210	1 817	41 027
	10	22,00			632 720	132 400	765 120

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	30 610				30 610
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	300 628	9 445	2 520		312 593
	17	331 238	9 445	2 520		343 203

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 354	2 489
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 354	2 489
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	6 068	5 672
Enlèvement de la neige	11	1 827	2 026
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	7 895	7 698
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 117	1 422
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	1 910	2 431
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	180 809	184 019
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	183 836	187 872
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27	3 917	4 005
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	3 917	4 005
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 233	1 398
Autres	38		
	39	1 233	1 398
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	199 235	203 462



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Gérard Porlier	10 235	5 117
Yves Barriault	2 770	1 385
Steven Allain	2 770	1 385
Sylvie Dugas	2 770	1 385
Cynthia Samson	2 770	1 385
Rolande Duguay	2 770	1 385
Jean-Guy Bernard	2 770	1 385

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | <b>Non audité</b>   | <b>OUI</b>                 | <b>NON</b>                            | <b>S.O.</b>                |
|---|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre   | 1                          | _____ \$                              |                            |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.**

- |  |                                       |                            |
|--|---------------------------------------|----------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?   | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018  | 7                                     | _____ 18 332 \$            |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> |

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ 13 418 \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 125 172 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 70 681 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 88 416 \$

b) Dépenses d'investissement

27 \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 159 097 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 342-12-2018

b) Date d'adoption de la résolution

30 2018-12-03

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la secrétaire-trésorière de  
Municipalité de Saint-Alphonse

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Municipalité de Saint-Alphonse (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no. A113171

New Richmond

DATE 2019-02-27

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	591 762
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>13 418</u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	13 418
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 690
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>601 490</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	40 005 010
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>40 082 610</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>40 043 810</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14     1 , 5 0 2 1 / 100 \$

# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**TAXES**

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	440 335
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	440 335

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	66 600
Égout	11	43 920
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	49 338
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	159 858
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	159 858
	27	600 193

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	2 214
	5	2 214
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	9 176
	9	9 176

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	11 390

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	520
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	681
Taxes d'affaires	17	
	18	1 201

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	12 591

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 ..... 40 043 810	X 2 ..... 1,1200 /100\$	3 ..... 448 345				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 ..... X	5 ..... /100\$	6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 ..... X	8 ..... /100\$	9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 ..... X	11 ..... /100\$	12 .....				
Immeubles industriels	13 ..... X	14 ..... /100\$	15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 ..... X	17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19 ..... X	20 ..... /100\$	21 .....				
Immeubles agricoles	22 ..... X	23 ..... /100\$	24 .....				
<b>Total</b>			25 ..... 448 345	26 ( ..... 8 010 )	27 ( ..... )	28 .....	29 ..... 440 335
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 ..... X	31 ..... /100\$	32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 ..... X	34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 ..... X	37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 ..... X	40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 ..... X	43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 ..... X	46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 ..... X	49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 ..... X	52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( ..... )	56 ( ..... )	57 .....	58 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 .....	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	3 0 0	,	0 0	\$
Égout	2	2 4 0	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	9 3	,	0 0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Matières recyclables	53,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	600 193
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>600 193</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 40 043 810

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 

		1
--	--	---

 , 

4	9	8	8
---	---	---	---

 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
<b>Taxes sur une autre base</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	10 075 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>2 398 282 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>717 000 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>205 454 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>280 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Reina Goulet , atteste que le rapport financier de Saint-Alphonse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-03-04.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Alphonse.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Alphonse consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Alphonse détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-02-27 10:35:16

Date de transmission au Ministère : 2019/03/05